Nouveau round des pourparlers inter-burundais de paix

PANA, 29/08/2008 Bujumbura, Burundi - Le président burundais, Pierre Nkurunziza et le leader du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion), Agathon Rwaso, ont entamé, vendredi matin, un nouveau round de négociations en vue d'un arrêt définitif de la guerre civile qui dure depuis plus de 14 ans au Burundi. La rencontre devait débuter jeudi matin, mais les mauvaises conditions météorologiques de la journée auraient poussé l'avion qui transportait la délégation du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays à rebrousser chemin par mesure de précaution et retourner sur Bujumbura, la capitale du Burundi, a fait savoir, vendredi, à la PANA, Anatole Bacanamwo, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au sein du mécanisme conjoint de suivi et de vérification de la mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu liant, théoriquement, les parties belligères depuis le 7 septembre 2006.

Le leader de la rébellion a également exprimé ces derniers jours d'autres soucis sécuritaires, dans une correspondance au président Nkurunziza, faisant état d'un complot visant à décapiter son mouvement, avant un démenti, par un intermédiaire, de la présidence de la République. La réunion tant attendue a finalement débuté vendredi matin à huis-clos au palais présidentiel de Ngozi, dans le nord du pays et a également vu la participation du médiateur dans le conflit burundais, le ministre sud-africain de la Sécurité, Charles Nqakula. Certains membres du directoire politique, qui assistent à la médiation sud-africaine dans le conflit burundais, comme les représentants de l'Union africaine (UA), Mamadou Bâ et des Nations unies au Burundi, Youssef Mahmoud, ont également fait le déplacement de Ngozi. Lors de la précédente rencontre du début août 2008, le président Nkurunziza et le leader du PALIPEHUTU-FNL, qui ne s'étaient pas vu depuis un certain temps, avaient décidé de se retrouver au moins deux fois la semaine pour s'attaquer résolument aux questions encore pendantes dans l'accord de cessez-le-feu. Dans l'état actuel du processus de paix, le PALIPEHUTU-FNL a, pour cahier de charges, le rassemblement, la démobilisation, le désarmement et la réintégration de ses 21.000 combattants encore dispersés à travers le pays. Le mouvement rebelle doit également procéder au changement de son appellation actuelle à consonance ethnique, pour bénéficier de l'agrément en tant que parti politique légal. La Constitution du Burundi n'autorise pas la reconnaissance officielle de parti politique se réclamant d'une ethnie, région ou religion. Le gouvernement, de son côté, doit, en contre-partie, accepter le partage "équitable" du pouvoir avec la rébellion, une fois qu'un accord global et définitif de cessez-le-feu aura été bouclé. L'un des rares motifs de satisfaction du moment, les pourparlers de paix se passent aujourd'hui à domicile et sous la responsabilité première des Burundais eux-mêmes, notent les spécialistes des questions politiques et sécuritaires du pays. La sous-région a abrité une trentaine de sommets régionaux sur la crise sociopolitique de ces dernières années au Burundi avant la signature d'une série d'accords de cessez-le-feu entre différents régimes en place à Bujumbura et six des sept ex-principales rébellions du pays.